URBA 2050

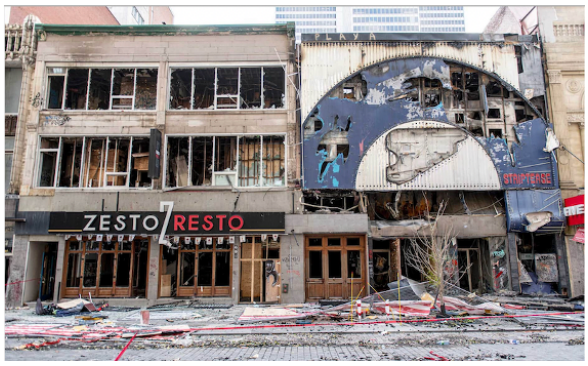
Richard Bergeron, chroniqueur urbain
Ici Radio-Canada Première 95,1 FM, émission Le 15-18

Incendies et urbanisme

Chronique du 9 novembre 2021

Le week-end dernier, deux incendies majeurs se sont déclarés rue Sainte-Catherine, au centre-ville de Montréal :

- Au cœur du Village, un incendie a entièrement détruit un immeuble, comportant un restaurant de sushis au rez-de-chaussée et des logements aux deux étages;
- À peine 24 heures plus tard, c'était au tour de l'immeuble bien connu par son enseigne ***Supersexe,*** situé au cœur même du centre-ville, d'être ravagé par les flammes. Bien sûr que je me désole de la perte de cette enseigne iconique :



- Ce n'est toutefois pas ce qui le plus attiré mon attention dans ce cas précis, mais des commentaires que l'on a pu lire dans les médias : *« **Un incendie, qui pourrait être d'origine criminelle**… »* (TVA Nouvelles, 3 novembre) ou *« **L'enquête a été transférée à la police de Montréal** »* (Journal de Montréal, 1e novembre).

J'y reviendrai. Mais d'abord, voyons de façon plus générale le lien entre incendies et urbanisme.

L'occasion de régénérer la ville

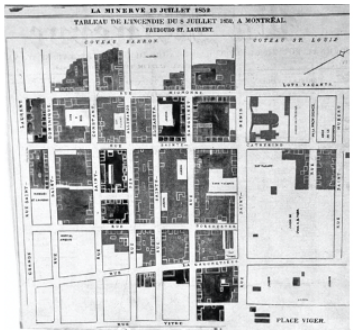
Pratiquement toutes les villes anciennes ont subi les incendies catastrophiques, qui ont rasé des quartiers entiers et entraîné d'importantes pertes humaines et matérielles.

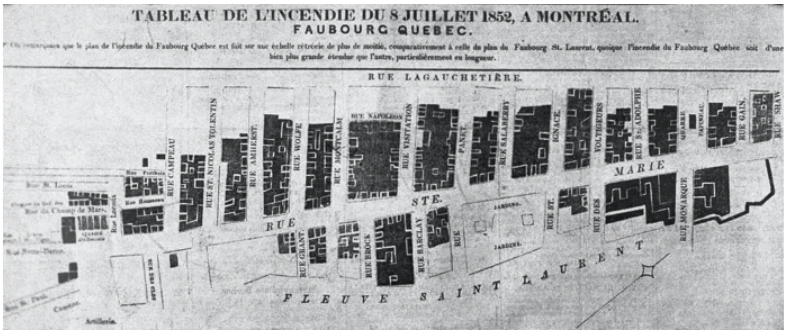
Rome : La référence du genre est le grand incendie de la Rome antique, survenu en l'an 66 de notre ère, qui a fait des milliers de morts et environ 200 000 sans abris. Les soupçons se portent sur l'empereur Néron, qui aurait volontairement fait incendier la ville, qu'il jugeait trop chaotique, dans le but de procéder à son réaménagement. Quoi qu'il en soit, la nouvelle Rome qui en a résulté était nettement plus rationnelle, belle et sécuritaire que la précédente.

Chicago : Survenu en 1871, le grand incendie de Chicago coûta la vie à 300 personnes et fit au moins 100 000 sans-abris. Une fois le choc passé, les autorités de la ville profitèrent du champ libre pour lancer des projets urbanistiques et architecturaux – les premiers gratte-ciels du monde notamment – qui firent de Chicago la ville la plus avancée du continent américain, voire du monde.

Québec : En 1866, un incendie détruisit une large part de la basse ville de Québec, soit les quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur. Il suffit de considérer les deux photos ci-après pour comprendre combien cet incendie, sans aucunement nier son caractère dramatique, fut l'occasion de repenser complètement ces quartiers.

Montréal : En juillet 1852, deux immenses incendies ravagent les Faubourg Saint-Laurent et Faubourg Québec, jetant à la rue plus de 10 000 personnes. Suite à ces événements, la Ville obligera toute construction à être dotée d'un parement de brique ou de pierre et, lorsque des immeubles sont contigus, à ce qu'ils soient séparés par une mur pare-feu constitué d'au minimum deux rangs de briques. Le plus intéressant, dans ce cas des deux faubourgs, c'est que l'on vient tout juste d'achever leur réaménagement complet par la construction d'immeubles au faîte de l'état de l'art en ce qui concerne la lutte aux incendies.





Faubourgs Saint-Laurent et Québec : les îlots ombragés furent entièrement détruits par l'incendie

Le Week-End rouge

Adolescent puis jeune adulte, j'ai bien connu l'époque de marxisme radical, et panoplie d'autres « ismes », qui a sévi au Québec dans les années 1970. OH ! que ça jouait dur du coté des syndicats. Ajoutez à cela une administration autoritaire, celle de Jean Drapeau en l'occurrence, doublée de la proximité d'une élection municipale, et vous avez tout ce qu'il faut pour mettre le feu aux poudres (sic).

Je fais ici référence au dramatique week-end rouge des premiers jours du mois de novembre 1974, où les 2 400 pompiers du service des incendies de Montréal ont fait grève durant un peu plus de deux jours.

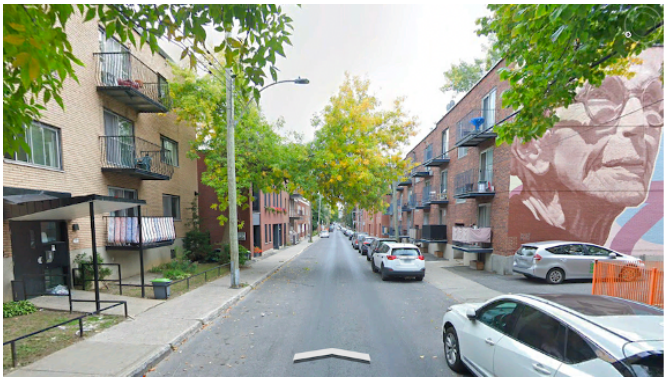
Au total, pas moins de 140 incendies ont ravagé la ville, détruisant des milliers de logements des quartiers les plus défavorisés de Montréal, Centre-Sud et Plateau-Mont-Royal. Une image valant mille mots, en voici pour 3 000 mots :

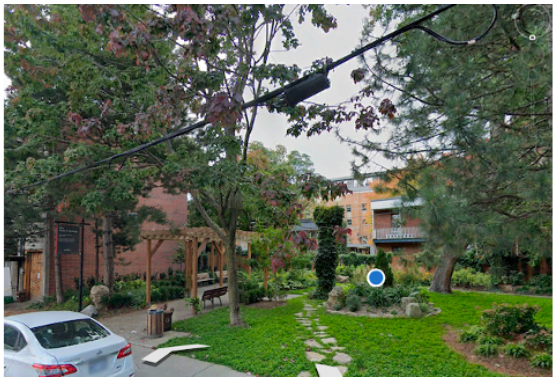
Le quartier détruit. Source de la photo : Le quotidien La Presse, photo de l'époque. Image libre de droits.

Je n'ai pas ici à me prononcer sur le bien-fondé, ou non, des positions respectives des pompiers ou de Jean Drapeau. Ce qui m'apparaît néanmoins évident, c'est que Montréal a à cette occasion vécu **un acte de pure barbarie** :

- Je salue au passage le rôle spontané de centaines d'habitants des quartiers touchés qui, passant de porte en porte pour alerter la population et aider à l'évacuation, ont permis que pas un seul décès n'ait eu à être déploré du fait des incendies.

Mon propos dans cette chronique porte sur les conséquences des incendies en matière d'urbanisme. Les vastes terrains libérés lors du week-end rouge ont permis la construction de nombreux projets de logement social et l'aménagement ici et là de mini parcs vraiment charmants : rue Montcalm, ci-après.



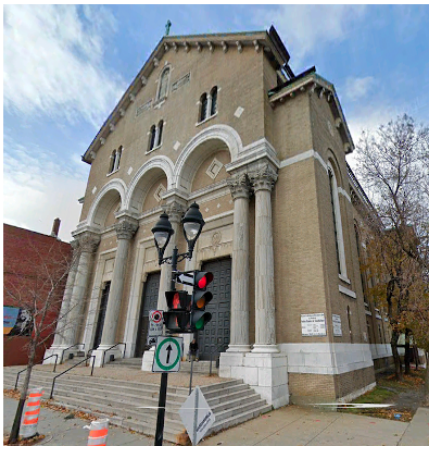


Hells Angels vs Rock Machine

Durant la guerre des motards, de nombreux incendies leurs furent imputés, chacun gang s'en prenant aux résidences et autres bâtiments identifiés à l'autre gang. Ces incendies étaient souvent déclenchés des suites d'une explosion. On se rappellera qu'après la mort du jeune Daniel Desrochers, rue Adam, le 9 août 1995, le Gouvernement du Québec a réagi en créant l'escouade Carcajou. Deux ans plus tard, en 1997 donc, c'était au tour du « bunker » des Rock Machine, rue Dorion, d'être entièrement détruit par une explosion[1].

D'une certaine façon, dans les années 1990, les Hells et les Rock faisaient de l'urbanisme, en ceci qu'ils libéraient des terrains. Il se passait si peu de chose au cours de cette décennie de crise économique qu'ils étaient les deux groupes de ***proto-urbanistes*** les plus actifs à Montréal. Leur action fut d'ailleurs couronnée de succès :

- Aujourd'hui, les terrains qu'ils ont ainsi libérés, rue Gilford, Wellington et autres, ont été reconstruits. Dans la plupart des cas, ils accueillent aujourd'hui de l'habitation de moyenne densité;
- Cela dit, leur plus grande contribution à l'urbanisme montréalais fut d'avoir permis l'aménagement du **Parc des Faubourgs**, point d'entrée à Montréal par le pont Jacques-Cartier, et la mise en valeur de la magnifique église **Notre-Dame de la Guadalupe**.



Venons-en au fait…

Quand j'enseignais l'urbanisme dans les années 1990, je prenais plaisir à choquer mes étudiants par cette déclaration :

> *« Le feu est l'un des principaux instruments d'urbanisme. C'est même le seul qui soit parfaitement démocratique, dans la mesure où non seulement il peut être utilisé sans pratiquement rien à craindre par Monsieur et Madame tout le monde, mais il leur assure d'atteindre leurs objectifs en évitant toute tracasserie administrative ».*

---

[1] J'habitais alors rue Dézéry, dans Hochelaga. J'ai parfaitement entendu ces deux explosions, celle de la rue Adam étant distante de 1 km, l'autre de la rue Dorion de 1,8 km. J'ai également plusieurs fois entendu des coups de feu, dont celui correspondant à l'assassinat d'un motard au volant de son Cadillac Escalade, rue Ontario, survenu à tout au plus 200 mètres de chez moi.

En début de chronique, vous avez remarqué que dans le cas de l'immeuble du Village qui fut incendié, les médias, se faisant l'écho des pompiers, ne doutaient nullement de l'**origine accidentelle** du brasier.

Concernant l'immeuble Supersexe, il faut savoir qu'il était à l'abandon depuis 2016. Entre-temps, le terrain hautement stratégique qu'il occupe a pris beaucoup de valeur. Glen Castenheira, DG de Montréal Centre-Ville, prends soin de ne soulever que l'hypothèse de la **négligence** au niveau de l'entretien de l'immeuble (TVA, 3 novembre). Les pompiers vont plus loin : *« **Un incendie, qui pourrait être d'origine criminelle**… »*, dont *« **L'enquête a été transférée à la police de Montréal** ».* Il s'agit en quelque sorte d'un langage codé :

- Les pompiers ne s'expriment pas à la légère quand ils soulèvent l'hypothèse criminelle et le transfert du dossier à la police;
- Ni les pompiers ni la police ne peuvent toutefois aller plus loin, genre identifier qui, à leurs yeux, aurait eu le plus intérêt à ce que le bâtiment brûle;
- Tout simplement parce que, ces enquêtes n'aboutissant à toute fin pratique jamais, ils feraient l'objet de **poursuites en diffamation**.

La prudence à laquelle les fonctionnaires pompiers et policiers sont **tenue vaut pour les élus municipaux**. Le cas le plus dramatique est celui d'un **immeuble à la valeur patrimoniale reconnue qui part subitement en fumée**. Voyez quel jeu politique en résulte, suivant que l'on appartient à l'opposition ou que l'on est élu du parti au pouvoir :

- Dans l'**opposition**, on dénoncera avec véhémence l'absence de volonté de **l'administration** à défendre le patrimoine bâti de Montréal;
- Dans l'administration, on pourra travailler des années à aider un promoteur à réaliser son projet tout en mettant en valeur l'immeuble patrimonial en cause :
    - C'est ultra-compliqué, émaillé d'incessants allers-retours;
    - Et jamais aussi simple, vu de l'œil du promoteur, que si la Ville lui permettait de démolir l'immeuble patrimonial;
    - Mais justement, la Ville le lui interdit;
    - Puis, un jour, on constate que ledit immeuble vient de passer au feu;
    - La Ville ordonne alors au promoteur de démolir les ruines calcinées dans les plus brefs délais, au motif d'assurer la sécurité publique;
    - Le propriétaire devient libre de vendre son terrain au prix du marché, le promoteur de réaliser le projet qu'il avait en tête depuis le début;
    - Ne reste plus aux élus de la majorité qu'à souffrir les dénonciations enflammées (sic) de l'opposition lors du conseil municipal qui suit.

Simple jeu politique de faux dupes, puisque tous les élus, de l'opposition ou de l'administration, savent que l'hypothèse criminelle a été évoquée par les pompiers.